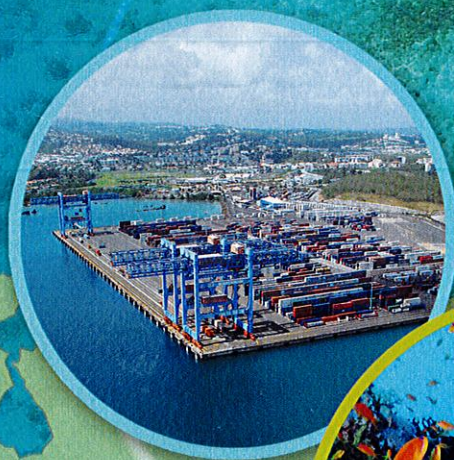




MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET DU DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL
MINISTÈRE DES OUTRE-MER

11^e Conférence de coopération régionale Antilles-Guyane



Palais des congrès de Madiana
Schoelcher
MARTINIQUE
6 et 7 novembre 2014

11ème Conférence de Coopération Régionale Zone Antilles & Guyane Palais des congrès de Madiana : 6-7 novembre 2014

Programme

Jeudi 6 Novembre 2014

08.00-08.30 Accueil des participants

08.30-09.45 Allocutions d'ouverture :

- Mot d'accueil (Fred Constant, Ambassadeur DCRAG)
- Monsieur Louis Fleming, représentant la Présidente du Conseil territorial de Saint Martin
- Monsieur Michel Magras, Sénateur et Vice-Président du Conseil territorial de Saint Barthélemy
- Monsieur Victorin Lurel, Président de la Région Guadeloupe
- Monsieur Rodolphe Alexandre, Président de la Région Guyane
- Monsieur Serge Letchimy, Président de la Région Martinique
- Madame George Pau-Langevin, Ministre des Outre-mer

09.50-10.00 Signature du protocole d'accord (2014-2017) pour le développement à l'export des entreprises des Antilles et Guyane (MOM/UBIFRANCE/AFD/BPIFRANCE)

10.00-13.00 Panel Thématique 1 : « Diplomatie territoriale et influence » (modérateur : Fred Constant, Ambassadeur DCRAG)

- *Adhésion des régions aux organisations régionales de la Caraïbe : quelle stratégie d'influence ?*
- *La nouvelle génération des programmes opérationnels européens de coopération territoriale : vers un renforcement des relations avec les PTOM et les pays ACP;*
- *Les agents territoriaux dans le réseau diplomatique de l'Etat : quels retours d'expérience ?*

13.15-14.45 Déjeuner-buffet

15.00-18.00 Panel Thématique 2 : « Promotion internationale des entreprises et opportunités d'affaires » (modératrice : Francette Rosamont, Présidente section Martinique des CCEF et directrice des Editions Inter-Magazines).

- *Le dispositif d'accompagnement des entreprises à l'international*
- *Quelles opportunités d'affaires dans les Caraïbes et en Amazonie ? (Floride, République Dominicaine, Trinidad, Suriname, Haïti)*
- *Témoignages d'entrepreneurs en Caraïbes et dans le plateau des Guyanes*

20.00-23.00 Cocktail dînatoire offert par le Président du Conseil régional de la Martinique (sur invitation)

Vendredi 7 Novembre 2014

08.00-08.30 Accueil des participants

08.00- 08.20 - Inauguration de l'exposition des entreprises martiniquaises par le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Martinique, Mr Manuel BAUDOIN, en présence des ambassadeurs

08.30- 11.30 Panel Thématique 3 : « Environnement, Energie, Climat » (modérateur : Maxime Cuenot, Adjoint du SGAR de Guadeloupe)

- *La conférence internationale de la biodiversité des 22-25 octobre 2014 : quels enseignements ? Quelle feuille de route ? ;*

- *La lutte contre le changement climatique: comment mobiliser les pays partenaires ?*

- *Les énergies renouvelables en milieu insulaire : point d'étape et perspectives*

11.30-12.30 Espace réservé aux contacts entre partenaires

12.30-14.30 Déjeuner-buffet

14.30-17.00 Panel Thématique 4 : « Coopération médicale, scientifique, universitaire et sportive » (modératrice : Catherine Bertho Lavenir, Rectrice de l'Académie de Martinique)

- *La valorisation internationale de l'offre des soins : point d'étape et perspectives*

- *Les échanges scientifiques et universitaires avec les pays voisins*

- *La diplomatie du sport : quelles déclinaisons régionales ?*

17.00-18.00 Clôture

- Intervention de l'Ambassadeur Colin Granderson, Secrétaire général Adjoint de la CARICOM, pour les relations extérieures et communautaires;

- Discours de Claude Girault, Directeur général adjoint des Outre-mer, Ministère des Outre-mer.

18h.00-20.00 Cocktail de clôture de la conférence offert par le Préfet de la Martinique

→ CAR. SGAR - Lavenir - Pauline

→

XI^{ème} Conférence de Coopération Régionale Antilles & Guyane

Présentation

Le Ministère des Outre-mer et le Ministère des Affaires Étrangères organisent à Schoelcher, en Martinique, les 6 et 7 novembre, l'édition 2014 du rendez-vous annuel des acteurs publics et privés, nationaux et locaux, de l'insertion régionale des cinq collectivités françaises des Amériques (Guadeloupe, Guyane, Martinique, Saint-Martin et Saint-Barthélemy).

Cette conférence de coopération régionale, instituée par l'article L. 443-4-7 du code général des collectivités territoriales, se tient dans le prolongement de son édition des 7-8 novembre 2013 à Jarry. Elle intervient dans un contexte marqué par :

l'affirmation de la dimension internationale des collectivités françaises des Amériques, qui appelle une coordination étroite avec le réseau diplomatique de l'État, en vue de renforcer la place de ces territoires dans leur environnement régional et l'influence française en général ;

la volonté de renforcer la dimension économique de cette insertion régionale, qui passe notamment par la promotion d'une diplomatie économique active, réactive, efficace, à l'écoute et au service des entreprises soucieuses d'exporter leur savoir-faire dans les pays voisins ;

la détermination partagée du gouvernement et des collectivités locales de soutenir des projets opérationnels en matière de transition écologique et énergétique, mutuellement bénéfiques aux collectivités françaises et aux pays tiers de la zone des Amériques ;

Dans ce cadre, la conférence a tout d'abord pour objet de faire un point sur l'état d'avancement des chantiers en cours. Elle est aussi une instance d'impulsion, de coordination et de mise en cohérence des actions et projets menés par les services de l'Etat et les collectivités locales notamment régionales.

Cette édition 2014 est organisée autour de quatre orientations thématiques :

Faire de la diplomatie territoriale un multiplicateur de l'influence régionale de la France et de ses collectivités des Amériques

Les collectivités territoriales des Antilles et de la Guyane, notamment les Conseils régionaux, entretiennent des relations de coopération avec des collectivités partenaires étrangères dans une quinzaine de pays. Depuis quelques années, cette affirmation de leur dimension internationale est en plein essor tant du point de vue des pays couverts que des secteurs de coopération concernés. Cette diplomatie des territoires se traduit aujourd'hui par plusieurs initiatives significatives menées en concertation avec le ministère des affaires étrangères et son réseau diplomatique et consulaire :

- ✓ adhésion des Régions de Guadeloupe et de Martinique à la Commission Economique pour l'Amérique Latine et la Caraïbe (CEPALC) et à l'Association des Etats de la Caraïbe (AEC), en qualité de membres associés.
- ✓ candidature des Régions de Guadeloupe et de Martinique auprès de l'Organisation de la Caraïbe de l'Est (OEEO) et de ces mêmes Régions ainsi que de la Guyane auprès de la Communauté de la Caraïbe (CARICOM) ;
- ✓ implantation de chargés de mission à la coopération régionale représentant les Conseils régionaux de Guadeloupe et de

Martinique, dans une dizaine de missions diplomatiques et consulaires ;

- ✓ ouverture d'une antenne à caractère non diplomatique du Conseil régional de la Guyane dans les locaux de l'ambassade de France au Suriname ;
- ✓ participation de délégations d'élus de ces trois territoires à des événements régionaux et accueil dans ces collectivités françaises de délégations étrangères en provenance des Caraïbes et du plateau des Guyanes ;
- ✓ diversification croissante du portefeuille de partenariats avec des entités relevant de pays tiers dans le cadre de la coopération décentralisée ;
- ✓ appropriation politique des instruments de la coopération territoriale européenne et volonté de renforcer la coopération avec les PTOM et les pays ACP

Dans ce cadre, le premier panel thématique « **diplomatie territoriale et influence** » entend privilégier trois volets de l'insertion institutionnelle régionale de nos collectivités d'Amérique

Le premier permettra d'aborder à nouveau la question de l'adhésion des Régions aux organisations régionales de la Caraïbe. Après un point d'étape sur les processus en cours (OECD, CARICOM), il s'agira de définir une stratégie d'influence de nos collectivités et de la France dans son ensemble, au sein des deux organisations régionales (AEC et CEPALC) dont la Guadeloupe et la Martinique sont désormais des membres associés.

Le deuxième sera l'occasion d'établir un bilan des programmes opérationnels de la coopération territoriale européenne (PO-CTE) de la période écoulée (2007-2013). Il permettra aussi d'envisager les nouveaux programmes opérationnels pour la période 2014-2020 au moment où s'engage leur examen par la Commission européenne. Il donnera lieu également à une présentation des opportunités offertes par la nouvelle réglementation européenne en matière de coordination des instruments financiers FED/FEDER.

Le troisième déplacera les discussions sur l'implantation des agents des Régions dans le réseau diplomatique et consulaire de l'État. Un an après la mise en place de ce dispositif innovant, il s'agira de faire un point d'étape sur la base des premiers retours d'expérience de ces représentants des Régions et des chefs des postes diplomatiques concernés. Les échanges porteront sur les aspects administratifs et financiers du dispositif mais aussi sur les modalités pratiques de sa mise en synergie avec le plan d'action des ambassades.

Promouvoir l'insertion économique régionale des collectivités françaises des Amériques

Le renforcement de la dimension économique de l'insertion régionale des collectivités françaises des Amériques, constitue un enjeu politique de premier plan. Il constitue l'un des vecteurs potentiels de leur redressement et de leur modernisation économiques. Depuis la conférence de coopération régionale de Cayenne en 2012, les pouvoirs publics et les professionnels ont conjugué leurs efforts dans plusieurs directions complémentaires :

- a) la coordination des opérateurs et la mutualisation des services à l'international (création de clubs export, mise en place de guichets uniques à l'export) ;
- b) la signature d'une convention entre le ministère des Outre-mer et UBIFRANCE (2012-2014) en vue du soutien des entreprises des Outre-mer à l'export ;
- c) les missions de prospection économique et commerciale dans plusieurs pays de la Caraïbe et du plateau des Guyanes (notamment Haïti, République dominicaine, Brésil, Suriname et Guyane, Dominique, Sainte-Lucie, Trinité-et-Tobago) ;
- d) l'adoption ou la préparation de plans régionaux d'internationalisation des entreprises (PRIE) ;

Aujourd'hui, il s'agit de poursuivre ce travail de mobilisation et d'accompagnement ciblé des PME régionales dans les secteurs où elles présentent un savoir-faire et un avantage comparatif indéniables, notamment en matière de services (industriels, environnementaux, logistiques) portés par un réseau de filiales de grands groupes nationaux ou régionaux performants.

Dans cette perspective, le deuxième panel thématique « **promotion internationale des entreprises et opportunités d'affaires** » mettra l'accent sur la conjonction de trois éléments favorables :

La mise en place d'un dispositif d'accompagnement des entreprises des Outre-mer à l'international (UBIFRANCE, BPI, COFACE, AFD, PRIE), qui mérite d'être mieux connu de la part de ses bénéficiaires potentiels ;

L'existence dans les pays de la « grande Caraïbe » et en Floride d'opportunités d'affaires auxquelles nos grandes sociétés

déjà bien implantées et nos PME régionales bien placées dans les domaines pour lesquels le savoir-faire français est recherché, pourraient répondre à l'aide d'une offre structurée et compétitive ;

L'émergence de projets exemplaires ou prometteurs, au-delà des difficultés de leur mise en œuvre, menés par des entrepreneurs régionaux dans plusieurs secteurs (BTP, Agro-transformation, distribution Automobile et Alimentaire, TIC, EnR) et pays (Suriname, Brésil, Haïti, Trinité-et-Tobago, Dominique, République Dominicaine)

Favoriser l'appropriation des enjeux environnementaux, énergétiques et climatiques par les pays des Caraïbes et du plateau des Guyanes en vue de la conférence Paris Climat 2015

La protection de l'environnement et la lutte contre le dérèglement climatique constituent un enjeu majeur pour la diplomatie française. La conférence Paris Climat 2015 en décembre de l'année prochaine, constituera l'un des rendez-vous diplomatiques les plus importants du quinquennat. Les Outre-mer y sont associés car ils constituent des canaux importants pour le dialogue engagé avec les États insulaires, dont certains sont menacés dans leur existence même.

Les engagements de réduction d'émissions des grands émetteurs, pays développés ou émergents, ne permettront pas seuls de réussir un accord ambitieux à Paris en 2015. La mobilisation des autres pays dont les émissions comptent peu dans l'équilibre global mais pour lesquels le dérèglement climatique est un enjeu de survie, sanitaire, humain (migration), social (urbanisation) ou économique (enjeux agricoles) est indispensable.

Ce qui est en jeu, c'est en réalité le développement de ces territoires particulièrement vulnérables. Si rien n'est fait, le dérèglement climatique remettra en cause des années d'efforts de développement. L'accord de Paris devra être universel dans sa portée (être applicable par les pays avancés et par les pays en développement) et global dans son approche (aborder les enjeux d'atténuation comme les enjeux d'adaptation).

Il est donc crucial de favoriser l'appropriation des enjeux environnementaux, énergétiques et climatiques par les autorités politiques des pays des Caraïbes et du plateau des Guyanes, notamment au sein de l'Alliance des petits États insulaires en Développement (AOSIS).

Dans cette optique, le troisième panel thématique « **environnement – énergie – climat** » sera organisé autour des trois séquences suivantes :

Les apports de la conférence internationale sur la biodiversité et le changement climatique de Guadeloupe des 22-25 octobre 2014, qui s'inscrit à la suite de la 3^{ème} conférence internationale sur les PEID de septembre 2014 et avant la COP 20 de LIMA prévue en décembre 2014 ;

Les déclinaisons régionales de la lutte contre le changement climatique et la mobilisation des pays voisins des collectivités françaises des Amériques ;

La promotion régionale des énergies renouvelables (géothermie, énergie thermique des mers, énergie solaire, biomasse), à partir du fort potentiel des filières d'avenir en cours de développement en Guadeloupe, Martinique et en Guyane.

Renforcer l'attractivité régionale des collectivités françaises des Amériques en matière médicale, scientifique, universitaire et sportive.

Le rayonnement de la France et de ses collectivités d'Amériques doit emprunter plusieurs canaux d'influence. Il appelle à la combinaison des différentes composantes de notre diplomatie qui ne sont pas des domaines séparés répondant à des logiques cloisonnées et indépendantes. Au contraire, ces composantes doivent concourir aux mêmes objectifs : promouvoir nos principes et nos intérêts, étendre notre influence, projeter une image positive de nos collectivités françaises d'Amérique et de la France dans son ensemble. Elles doivent se compléter et se renforcer.

L'accent placé sur l'insertion institutionnelle et économique régionale de nos territoires n'est pas, loin s'en faut, exclusif de la recherche d'une influence renforcée dans les autres secteurs de l'action extérieure étatique et territoriale.

L'offre de soins médicaux, la coopération scientifique et universitaire, la francophonie et même la diplomatie du sport, sont au cœur de cette stratégie d'influence globale car ils en constituent potentiellement des atouts précieux et reconnus.

Dans cette perspective, le quatrième panel thématique « **coopération médicale, scientifique, universitaire et sportive** » examinera le potentiel de nos collectivités françaises des Amériques dans trois secteurs privilégiés :

La coopération médicale et la valorisation internationale de l'offre de soins en privilégiant un double angle d'approche : d'une part, celui des Plans stratégiques régionaux de santé (PSRS) élaborés par les agences régionales de la santé (ARS) ; d'autre part, celui des chefs de file de projets emblématiques en cours de mise en œuvre (notamment, VIH Sida Caraïbes et EPAT - santé tropicale plateau des Guyanes).

Les échanges scientifiques et universitaires avec les pays voisins de nos collectivités, à partir d'une revue des projets menés par le groupement d'intérêt scientifique (GIS) à travers l'initiative pour une recherche interdisciplinaire sur les systèmes et territoires amazoniens (IRISTA) et une présentation de projets menés par l'Université des Antilles avec des partenaires de la Caraïbe.

La coopération sportive et la valorisation internationale des infrastructures et du savoir-faire des cadres sportifs de nos collectivités françaises d'Amérique, en particulier le potentiel de la plateforme Guyane-Base-Avancée, du CREPS Antilles-Guyane et l'Institut des métiers du sport implanté en Martinique.

Patrick Richard, directeur de l'agence régionale de santé de Guadeloupe ; Christian Ursulet, directeur de l'agence régionale de santé de Martinique ; Dr. Marie-Thérèse Sow (CHU Pointe-à-Pitre) et Dr. Matthieu Nacher (Institut Pasteur Cayenne), chefs de projets de coopération sanitaire internationale.

Deux angles d'approche sont privilégiés:

d'une part, celui des plans stratégiques régionaux de santé (PSRS) élaborés par les agences régionales de la santé (ARS) ; d'autre part, celui de deux projets de coopération régionale en cours de mise en œuvre (VIH Sida Caraïbes et épidémiologie des parasitoses et mycoses profondes tropicales - plateau des Guyanes).

15.15-16.15 : Les échanges scientifiques et universitaires avec les pays voisins. Avec la participation de Nicole Koulayan, directrice de l'ICEFI ; Dominique Martinez, directeur régional du CIRAD ; Marie-Ange Arsène, vice-présidente de l'UAG ; Annaig Le Guen, directrice de l'unité CNRS Guyane.

Les panélistes présenteront des projets à vocation internationale, notamment :

Master FLE en ligne (ICEFI),
EUCARINET (UAG),
NOURAGUES (CNRS Guyane),
DEVAG, CABARE, Bananes durables (CIRAD)

16.15-17.00 : La diplomatie du sport : quelles déclinaisons régionales ? Avec la participation de Germain Soumbo, président du CROSMA ; Charles Dumont, directeur du CREPS Antilles et Guyane, Roger-Michel Loupec, vice-président de la Région Guyane et président du GIP Guyane-Base-Avancée, Thierry Fondelot, élu du Conseil régional de la Martinique.

A travers un état des lieux de la coopération sportive avec les pays voisins, il s'agit d'évaluer le potentiel de valorisation internationale des infrastructures et du savoir-faire des cadres sportifs de nos collectivités françaises d'Amérique, en particulier l'attractivité régionale de la plateforme Guyane-Base-Avancée, du CREPS Antilles-Guyane et du plateau sportif de la Martinique.

XI^{ème} Conférence de Coopération Régionale Antilles & Guyane

Panel thématique 1 :

« Diplomatie territoriale et influence »

Modérateur : Fred Constant, Ambassadeur DCRAG

Ce panel examine trois volets importants de l'insertion institutionnelle régionale des collectivités françaises d'Amérique, qui seront abordés successivement selon le découpage suivant :

10.00-11.00 : Adhésion des régions aux organisations régionales de la Caraïbe : quelle(s) stratégie(s) d'influence ? Avec la participation d'Hedi Picquart, ambassadeur de France à Trinité-et-Tobago, représentant la France auprès de l'AEC ; Eric de la Moussaye, ambassadeur de France auprès des États membres de l'OECD, représentant la France auprès de l'OECD ; Michel Prom, ambassadeur de France au Suriname et au Guyana, représentant la France auprès de la CARICOM ; Thérèse Marianne-Pépin, présidente de la commission coopération (Région Guadeloupe) ; Jean Crusol, président de la commission économique (Région Martinique) ; Rémy-Louis Budoc, élu référent de la Région Guyane.

Après un point d'étape sur les processus d'adhésion en cours concernant l'Organisation de la Caraïbe de l'Est (OECD) et la Communauté de la Caraïbe (CARICOM), les panélistes échangeront sur les stratégies d'influence de nos collectivités et de la France dans son ensemble, au sein des deux organisations régionales (Association des États de la Caraïbe et Commission Économique pour l'Amérique Latine et la Caraïbe) dont la Guadeloupe et la Martinique sont désormais membres associés.

11.00-12.00 : La nouvelle génération des programmes opérationnels (PO) européens de coopération territoriale (CTE) : vers un renforcement des relations avec les PTOM et les pays ACP. Avec la participation de Gilles Bajazet, directeur du STC, Olivier Soret, directeur général de la Région Guadeloupe, représentant l'autorité de gestion du PO Caraïbes ; Christiane Mage, présidente de la commission coopération de la Région Martinique ; Rémy-Louis Budoc, élu référent de la Région Guyane ; Annick Moine-Picard, représentant l'autorité de gestion du PO Saint Martin et Pierre Dirlwanger, administrateur des programmes à la DG-REGIO (Commission européenne).

Après un bilan des deux programmes opérationnels « Amazonie » et « Caraïbes » (2007-2013), les panélistes présenteront les axes des programmes qui leur feront suite pour la période 2014-2020, au moment où s'engage leur examen par la Commission européenne. Ils traiteront également des opportunités offertes par de nouvelles dispositions européennes en matière de coordination des instruments financiers FED/FEDER.

12.00-13.00 : Les agents territoriaux dans le réseau diplomatique de l'Etat : quels retours d'expérience ? Avec la participation d'Éric de la Moussaye, ambassadeur de France auprès des Etats membres de l'OECD ; Philippe Létrilliart, consul général de France à Miami ; Karine Galy, élue du Conseil régional de Martinique ; Thérèse Marianne-Pépin, présidente de la commission coopération (Région Guadeloupe) et d'agents territoriaux affectés dans le réseau diplomatique et consulaire de l'État.

Un an après la mise en place de ce dispositif innovant, les panélistes feront un point d'étape sur la base des premiers retours d'expérience des agents en poste, des représentants des Régions et des ambassadeurs concernés.

Les échanges aborderont à la fois les aspects administratifs et financiers du dispositif mais aussi les modalités pratiques de sa mise en synergie avec le plan d'action des ambassades.

XI^{ème} Conférence de Coopération Régionale Antilles & Guyane

Panel thématique 2 :

« Promotion internationale des entreprises et opportunités d'affaires »

Modératrice : Francette Rosamont, présidente de la section Martinique des CCEF et directrice des éditions Inter-Entreprises.

Ce panel abordera successivement trois dimensions essentielles de l'internationalisation des activités des PME régionales implantées dans nos collectivités françaises d'Amérique, selon le découpage suivant :

15.00-16.00 : Le dispositif d'accompagnement des entreprises à l'international. Avec la participation d'Hervé Bougault, directeur de l'agence Martinique de l'AFD ; Xavier Guérard, délégué inter-régional outre-mer, UBIFRANCE ; Michèle Papalia, directrice régionale de la BPIFRANCE, Marie-Noëlle Catayée, responsable du service international de la CCIM, Alette Fereol, directrice de Guadeloupe Expansion.

Les panélistes présenteront le dispositif d'accompagnement des entreprises des Outre-mer à l'international, en particulier la déclinaison régionale de la convention d'aide à l'export signée à Paris le 20 octobre 2014, par la ministre des Outre-mer et l'agence française pour le développement international des entreprises (UBIFRANCE), l'agence française de développement (AFD) et la Banque Publique d'investissement (BPI).

16.00-17.00 : Les opportunités d'affaires dans les Caraïbes et en Amazonie. Avec la participation de Blandine Kreiss, ambassadrice de France en République dominicaine, Hedi Picquart, Ambassadeur de France à Trinité-et-Tobago et à la Barbade, Michel Prom, Ambassadeur de France au Suriname et au Guyana, Jean-Pierre Gastaud, conseiller économique et commercial (République dominicaine et Haïti), Jean-Michel Caffin, président de la Section USA Floride-Caraïbes des CCEF.

Les panélistes présenteront les opportunités d'affaires existants dans leur pays de résidence, auxquelles les PME régionales adossées ou non à de grands groupes, pourraient répondre à l'aide d'une offre structurée et compétitive, en particulier dans les secteurs où le savoir-faire français est reconnu et recherché.

17.00-18.00 : Témoignages d'entrepreneurs des collectivités françaises des Amériques. Avec la participation de Christine Chung (GUYACOM), Jocelyn Médaille (COGUMER), Jean Ballandras (AkuoEnergie), Eve RIBOUD (Directrice Générale Dauphin télécom) Arnaud Dewilde (QUALIPRO), Max Edouard (consultant international), Jean-Frédéric Mognétti (Centre d'affaires de la Pointe Simon/Guardian Holding Ltd).

Au-delà des difficultés rencontrées, les panélistes feront la démonstration qu'il est possible de développer des activités à l'international à partir de nos collectivités françaises des Amériques, sur la base de leurs expériences dans certains pays (Suriname, Brésil, Haïti, Trinité-et-Tobago, Dominique, République Dominicaine) où existe une demande dans certains secteurs (BTP, EnR, Distribution automobile et alimentaire, TIC, agro-transformation). L'un deux apportera un témoignage sur un investissement trinitadien en Martinique, sans équivalent à ce jour.

XI^{ème} Conférence de Coopération Régionale Antilles & Guyane

Panel thématique 3 :

« Protection de l'Environnement, lutte contre le dérèglement climatique et transition énergétique »

Modérateur : Maxime Cuenot, Adjoint au SGAR de Guadeloupe.

Paris Climat 2015 constituera l'un des grands rendez-vous diplomatiques du quinquennat. Les Outre-mers y sont associés, car ils constituent des canaux importants pour le dialogue engagé avec les Etats notamment insulaires, dont certains sont menacés dans leur existence même.

Dans cette perspective, ce panel est organisé autour des trois séquences suivantes :

08.30-09.00 : La conférence internationale de la biodiversité des 22-25 octobre 2014 : quels enseignements ? Quelle feuille de route ?

Cette séquence liminaire permettra à Daniel Chomet, vice-président de la Région Martinique et président de l'agence régionale de l'environnement de la Martinique et André Bon, directeur général adjoint du Conseil régional de la Guadeloupe et coordonnateur de cette conférence internationale, d'en dégager les enseignements, en les mettant en perspective des résultats de la 3^{ème} conférence internationale sur les PEID de septembre 2014 et des objectifs assignés à la COP 20 de LIMA de décembre 2014.

09.30-10.30 : La lutte contre le changement climatique: comment mobiliser les pays partenaires ?

Avec la participation d'Éric de la Moussaye, ambassadeur de France auprès des Etats membres de l'OECO, Jean-Michel Despax, ambassadeur de France en Jamaïque, Laure Verneyre, DEAL Guyane, Philippe Palany, responsable de division à France-Météo Antilles et Guyane (modèle Aladin climat) et Sylvain Leonard, directeur régional de l'ONF Martinique (projet protection des zones humides et REDD+).

Cette séquence a pour objectif de présenter quelques déclinaisons régionales concrètes de la lutte contre le changement climatique et l'action de sensibilisation des autorités politiques des pays de la Caraïbe, menée par nos ambassadeurs.

- 10.30-11.30 : Les énergies renouvelables en milieu insulaire : point d'étape et perspectives. Avec la participation de Daniel Chomet, vice-président de la Région Martinique ; Marwane Bejgane, directeur général d'Énergie de Martinique ; Nathalie Chevon, directrice de Synergies ; Gilbert Guyard, directeur adjoint de la DEAL Martinique et Laure Verneyre, DEAL Guyane.

Cette séquence présente un état des lieux de la transition énergétique dans les collectivités françaises et évalue le potentiel d'exportation de leurs filières d'avenir en énergies renouvelables (géothermie, énergie thermique des mers, énergie solaire, biomasse).

XI^{ème} Conférence de Coopération Régionale Antilles & Guyane

Panel thématique 4 :

« Coopération médicale, scientifique, universitaire et sportive »

**Modératrice : Catherine Bertho Lavenir, Rectrice
de l'académie de Martinique, Chancelière de l'Université**

**Ce panel a pour objet d'évaluer le potentiel de nos collectivités
françaises des Amériques dans trois secteurs privilégiés, selon le
découpage suivant :**

14.30-15.15 : La valorisation internationale de l'offre des soins : point d'étape et perspectives. Avec la participation de Patrick Richard, directeur de l'agence régionale de santé de Guadeloupe ; Christian Ursulet, directeur de l'agence régionale de santé de Martinique ; Dr. Marie-Thérèse Sow (CHU Pointe-à-Pitre) et Dr. Matthieu Nacher (Institut Pasteur Cayenne), chefs de projets de coopération sanitaire internationale.

Deux angles d'approche sont privilégiés :

d'une part, celui des plans stratégiques régionaux de santé (PSRS) élaborés par les agences régionales de la santé (ARS) ;

d'autre part, celui de deux projets de coopération régionale en cours de mise en œuvre (VIH Sida Caraïbes et épidémiologie des parasitoses et mycoses profondes tropicales - plateau des Guyanes).

15.15-16.15 : Les échanges scientifiques et universitaires avec les pays voisins. Avec la participation de Nicole Koulayan, directrice de l'ICEFI ; Dominique Martinez, directeur régional du CIRAD ; Marie-Ange Arsène, vice-présidente de l'UAG ; Annaïg Le Guen, directrice de l'unité CNRS Guyane.

Les panélistes présenteront des projets à vocation internationale, notamment :

Master FLE en ligne (ICEFI),

EUCARINET (UAG),

NOURAGUES (CNRS Guyane),

DEVAG, CABARE, Bananes durables (CIRAD)

16.15-17.00 : La diplomatie du sport : quelles déclinaisons régionales ? Avec la participation de Germain Soumbo, président du CROSMA ; Charles Dumont, directeur du CREPS Antilles et Guyane, Roger-Michel Loupec, vice-président de la Région Guyane et président du GIP Guyane-Base-Avancée, Thierry Fondelot, élu du Conseil régional de la Martinique.

A travers un état des lieux de la coopération sportive avec les pays voisins, il s'agit d'évaluer le potentiel de valorisation internationale des infrastructures et du savoir-faire des cadres sportifs de nos collectivités françaises d'Amérique, en particulier l'attractivité régionale de la plateforme Guyane-Base-Avancée, du CREPS Antilles-Guyane et du plateau sportif de la Martinique.